

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Jacques Denis Tsanga : retour dans le Haut-Ogooué

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/ Gabon

NOMMÉ gouverneur de la province Haut-Ogooué le 9 avril dernier, Jacques Denis Tsanga fait son retour dans une province qu'il aura administrée de 2016 à mai 2018. Ce qui constitue un fait inédit. Car, de mémoire d'Altogovéens, c'est bien la première fois qu'un gouverneur retrouve ses anciennes fonctions après les avoir quittées.

Jacques Denis Tsanga fait, pour ainsi dire, son come-back dans une partie du pays dont il connaît les particularismes et les particularités. Après avoir été, de 2007 à 2010, gouverneur de la province du Moyen-Ogooué. Puis de l'Estuaire, de 2010 à 2016.

Des responsabilités qui lui auront permis de parfaire sa connaissance des hommes, de mieux appréhender les arcanes de la gestion et le fonctionnement de la chose publique. Autant de choses qui ont sans doute milité pour sa nomination au gouvernement, le 4 mai



Photo : Brice BANDOMA

Jacques Denis Tsanga fait son come-back dans le Haut-Ogooué.

Jacques Denis Tsanga fait, pour ainsi dire, son come-back dans une partie du pays dont il connaît les particularismes et les particularités.

2018, en qualité de ministre des Eaux et Forêts chargé de l'Environnement et du Développement durable. Entre-temps, Jacques Denis Tsanga a été élu conseiller municipal de la commune

de Koula-Moutou, chef-lieu de la province de l'Ogooué-Lolo. Une localité dans laquelle il a conduit la liste du Parti démocratique gabonais (PDG), au 1er arrondissement, lors des élections locales d'octobre 2018. Un coup d'essai qui, au finish, s'était révélé être un coup de maître. Vu que, sous sa férule, le PDG avait emporté douze des dix-sept sièges dans cette circonscription électorale.

Communiqué du ministère des Affaires étrangères

COMME précédemment annoncé, le ministère des Affaires étrangères, en application de la décision du président de la République, chef de l'Etat, Son Excellence Ali Bongo Ondimba, visant à apporter un soutien aux Gabonais bloqués à l'étranger, a procédé à un recensement par pays et par zone.

Au terme de ce premier travail, il a été enregistré 522 compatriotes concernés par la situation. Une estimation du soutien financier a ainsi permis d'arrêter un montant global de 967 millions de francs CFA pour cette opération.

Soumis au Conseil des ministres, le jeudi 9 avril 2020, ce dossier a été validé et rendu public par le Premier ministre, chef du gouvernement, Monsieur Julien Nkoghe Bekale, lors de sa conférence de presse du vendredi 10 avril dernier.

A ce jour, le dossier a été transmis au ministère de l'Économie et des Finances et se trouve en traitement dans les services du Budget et du Trésor.

La mise à disposition de ce soutien financier se fera directement auprès des missions diplomatiques et postes consulaires par le biais des paieries pour les juridictions qui en disposent, ou directement auprès des chefs de Missions diplomatiques et Postes consulaires de la République gabonaise pour les juridictions ne disposant pas de paieries.

Conscient des difficultés que nos compatriotes traversent, le ministère des Affaires étrangères, avec le concours des autres ministères concernés, s'emploie à accélérer le processus de mise à disposition de la ressource dans le respect des procédures budgétaires, même allégées.

Le ministère des Affaires étrangères, dès qu'il en sera informé, communiquera sur les dates et modalités de perception de ce soutien par nos compatriotes à l'étranger.

Tribune des Partis politiques

Écueils endogènes

LES pères fondateurs et têtes pensantes du marketing, de la communication et, dans une moindre mesure, des sciences politiques exhortent les étudiants à éviter le "vampirisme de la création", autrement dit le contraire des objectifs escomptés. Sous nos cieux, la gestion de la pandémie mondiale qu'est le Covid-19 fait penser au concept cité ci-dessus. C'est du moins l'avis de plusieurs acteurs politiques sur le confinement total du Grand Libreville, décrété pour lutter contre le coronavirus. Le confinement total constitue, à n'en point

douter, une solution louable, vu qu'il participe à briser la chaîne de contamination. Au Gabon, trop d'écueils endogènes, inhérents à la satisfaction des besoins primaires, torpillent cette démarche. Le landerneau politique n'a pas manqué de soulever les facteurs bloquants dudit confinement. Certains d'entre eux ont estimé que le gouvernement a mis la charrue avant les bœufs. D'autres soutiennent mordicus que le confinement total est loin d'être la panacée en pareille circonstance. D'ailleurs, la montée des actes de vanda-

lisme dans certains quartiers de la capitale est une situation à mettre au compte du retard à l'allumage desdites mesures.

"Au cours de mon périple, j'ai rencontré les Gabonaises et Gabonais. En général, toutes ces personnes sont déçues et en colère contre le gouvernement. Colère et déception justifiées par l'incapacité du gouvernement à mettre en œuvre, de façon efficace, la plupart des mesures prises par le chef de l'État pour accompagner les populations qui font face aux dures réalités d'un confinement brutal !", a récemment

déclaré Dieudonné Minlama Mintogo, président du mouvement "Ensemble pour la République" (EPR).

Richard Moulomba Mombo, tête de proue de l'Alliance pour la renaissance nationale (ARENA) n'en pense pas moins. "Quid des mesures d'accompagnement ?", s'est interrogé l'ancien proche de feu Pierre Mamboundou sur les ondes de Radio Gabon. Aussi, invite-t-il le gouvernement à poursuivre la réflexion. Objectif : obtenir les résultats souhaités.

Yannick Franz IGOHO